

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

en 10 questions

C'est quoi,
la liberté
d'expression ?



C'est le droit pour chacun de dire ou d'écrire ce qu'il pense. Il est énoncé dans l'article 11 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**, née de la Révolution française en 1789 : "La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement [...]" Depuis, ce droit a toujours été réaffirmé en France, notamment dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse. On dit qu'il s'agit d'une "valeur" de la **démocratie**. Car sans liberté d'expression, il n'y a pas de liberté de penser.



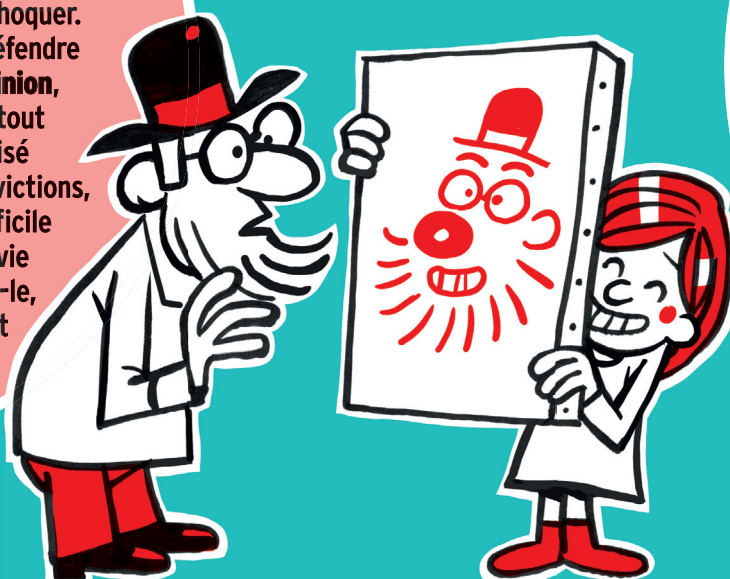
Y a-t-il
des limites
à la liberté
d'expression ?

Oui ! En France, la **liberté d'expression est encadrée par la loi**. On peut tout dire, tant que cela respecte les lois du pays. Par exemple, la **loi** condamne les appels à la **haine** et à la **violence**. L'injure, la discrimination et le racisme ne sont pas non plus tolérés. Injurier quelqu'un en raison de sa couleur de peau, sa nationalité, sa religion, son handicap, son sexe ou son orientation sexuelle, c'est interdit ! On ne peut pas non plus souhaiter publiquement la mort d'un individu. Ni défendre ou justifier les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le terrorisme.



Jusqu'où
peut-on aller
au nom de la liberté
d'expression ?

Une caricature mordante peut choquer. Un livre provocateur peut choquer. Un film engagé peut choquer. Un commentaire décalé sur un blog ou une page Facebook peut choquer. Une blague d'humoriste peut choquer. Une œuvre d'art "trash" peut choquer. Un discours politique ou religieux peut choquer. Défendre la liberté d'expression, c'est défendre le droit qu'a chacun d'exprimer son **opinion**, même quand elle ne fait pas plaisir à tout le monde... Évidemment, se sentir visé par une critique ou attaqué dans ses convictions, ça peut être douloureux à vivre ou difficile à accepter. Mais ça fait partie de la vie démocratique. À condition, répétons-le, que la teneur de ces propos ne soit pas interdite par la loi !



Que faire quand
on estime que
les limites sont
dépassées ?



Chacun est en droit d'estimer que certains propos, certains écrits ou certaines images dépassent les bornes. Que la moquerie touche à l'insulte. Que la blessure mérite réparation ! Ceux qui se sentent offensés peuvent alors se tourner vers les tribunaux. En 2006, des associations ont ainsi attaqué en justice le journal *Charlie Hebdo*, qu'elles accusaient d'injurier les croyants musulmans à travers ses caricatures de Mahomet. La **justice** de notre pays laïc a jugé que le journal n'avait pas dépassé les limites admissibles de la liberté d'expression. En France, la justice est indépendante et rendue **au nom du peuple**. Elle seule peut juger de ce qui est autorisé ou ne l'est pas. En aucun cas, il n'est permis de se faire vengeance soi-même ! Ceux qui ont semé la mort chez *Charlie* en janvier 2015, en prétendant "venger le prophète", ne sont pas des justiciers, mais des assassins.



Comment sait-on
ce qu'on peut dire
ou ne pas dire ?

Pourquoi
les journaux
s'autorisent-ils
à publier
des caricatures ?

En quelques coups
de crayons, un dessin satirique,
publié dans un journal ou sur Internet,
peut exprimer une idée aussi fortement
qu'un long article. Drôles ou féroces, ces dessins
sont destinés à provoquer, pour faire réfléchir.
La caricature politique a connu son heure
de gloire au 19^e siècle, quand la presse s'est
développée en France et en Europe. Et la presse
n'a jamais renoncé à cette tradition, même quand
elle s'est heurtée au **pouvoir** et à la **censure**.
Héritier de cette longue histoire, le très sérieux
journal *Le Figaro* affiche encore cette maxime
de Beaumarchais sur sa Une : "Sans la liberté
de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur."
En clair : si on n'a pas le droit de critiquer,
alors les compliments
n'ont aucune valeur.

Pas simple, surtout quand
on touche à l'expression artistique
ou à l'humour : sketches, rap, films, dessins...
C'est pourquoi les tribunaux estiment au **cas par cas**,
en fonction des circonstances, où se situe la frontière
entre l'acceptable et l'inacceptable. Pourtant,
certains persistent à croire qu'il y a "deux poids, deux
mesures" : *Charlie Hebdo* innocent, quand le journal
malmène les religions ; Dieudonné toujours coupable,
lorsqu'il lance des vanes sur les juifs. Mais, si on
examine les faits, on constate que *Charlie* a parfois
été condamné pour injures au cours de son histoire.
Et que Dieudonné, à l'inverse, a parfois été
innocenté, en dépit des multiples plaintes déposées
contre lui pour incitation à la haine raciale.
Bien compliqué de faire le tri dans ce qui est
drôle ou pas. Encore une fois, seuls des juges
indépendants peuvent décider
de ce qui doit être puni.

En France, chacun est libre
de ses opinions. Le droit à la vie
privée est aussi respecté et protégé.
Ce que l'on dit chez soi, dans le cercle
personnel ou familial, ne regarde personne.
Mais dès que des idées, des mots
ou des images sont diffusés auprès
d'un plus large public, ils peuvent tomber
sous le coup de la loi. C'est une question
"d'audience". Heureusement, dans la vie
de tous les jours, comme au collège,
les règles morales du **vivre ensemble**
(ni insultes ni violences...) suffisent
la plupart du temps à encadrer
nos conversations.

On a quand
même le droit
de penser
ce qu'on veut ?



Sur les réseaux
sociaux, on est
libre de dire
ce qu'on veut ?

Il est si facile de poster
un commentaire ou une image
dans ces espaces où l'on se sent
comme chez soi, entouré "d'amis"
avec qui on partage tout ! Pourtant,
les propos échangés sur les réseaux sociaux
sont considérés de la même manière que
s'ils étaient tenus dans l'espace public. Quand
des personnes qui y ont accès portent plainte,
leur auteur peut être condamné : prudence,
donc ! De plus, si ces réseaux ont un pouvoir
de rassemblement et d'**émotion** immenses,
comme lorsqu'ils répandent le fameux
"Je suis Charlie", ils peuvent aussi
propager mensonges et rumeurs
à une vitesse folle.



Comment
faire quand
on ne pense pas
comme tout
le monde ?

Personne n'oblige
personne à être d'accord
avec tout le monde, ou avec la majorité.
Au contraire ! L'esprit critique et la vigilance
sont les bases du **débat**. Simplement,
avant de s'exprimer, il faut être sûr
de ce qu'on dit. Poser les bonnes
questions, échanger avec sa famille,
ses professeurs, sa classe, ses amis,
c'est un bon début. S'informer aussi
est important. Cela permet de se forger
ses propres convictions, que l'on pourra
alors exprimer publiquement,
dans le **respect** des autres.

Cette liberté
d'expression,
elle est valable
partout dans
le monde ?

Malheureusement non !
En plus, chaque pays a sa propre
culture et sa propre **histoire**.
Les États-Unis ont une vision de la liberté
d'expression très poussée, allant jusqu'à
autoriser certains discours haineux.
L'Arabie saoudite, elle, a récemment
condamné un blogueur, qui militait
depuis longtemps pour plus de liberté
d'expression, à une peine de dix ans
de prison et mille coups de fouet pour
"insulte à l'islam" ! Entre ces extrêmes,
de nombreux États se réfèrent
toujours au modèle européen.
Et à la Déclaration des droits
de l'homme.